

DROITS HUMAINS ET CRISE SOCIO-ÉCOLOGIQUE AU CHILI PREMIERS CONSTATS D'UNE MISSION D'OBSERVATION

12 février 2020

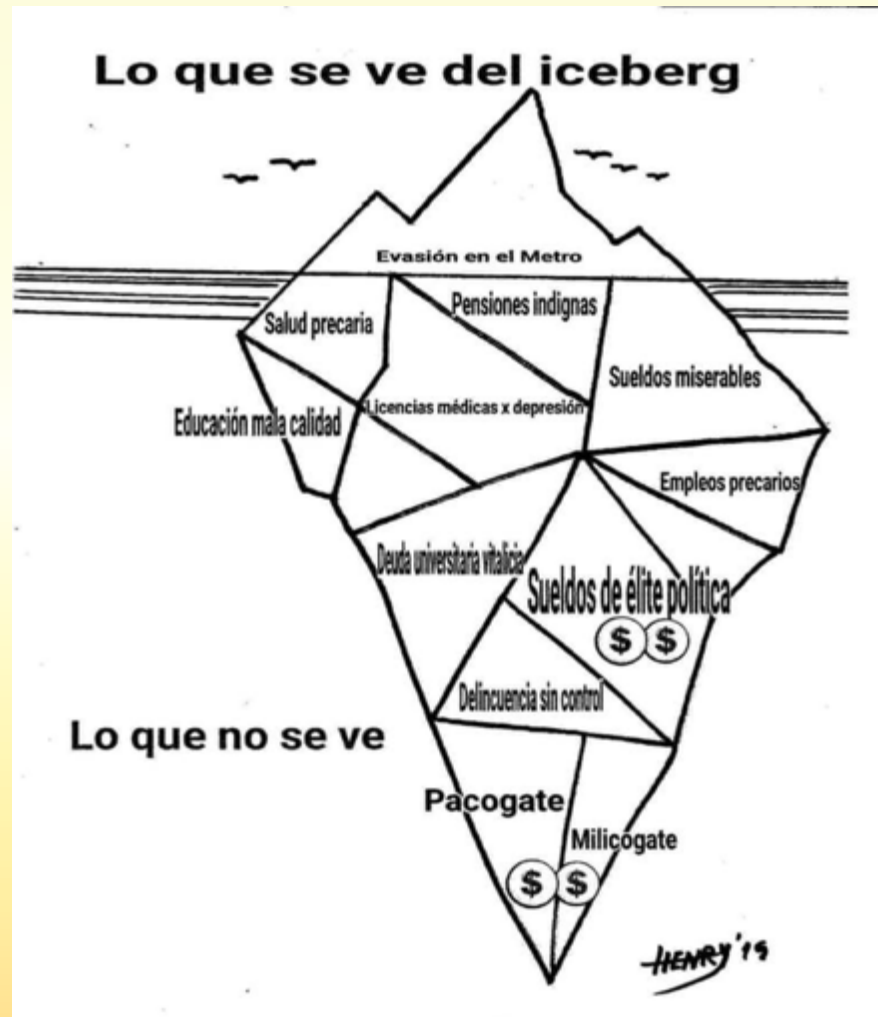
Centr'ERE

UQAM

Isabel Orellana

Centre de recherche en éducation et formation
à l'environnement et à l'écosociété
Université du Québec à Montréal

L'arrière scène de la révolte sociale au Chili : un contexte explosif



Le Chili au sein d'une profonde crise

Exacerbation du modèle de marché

Une population à bout de souffle

La capacité de support des écosystèmes dépassée

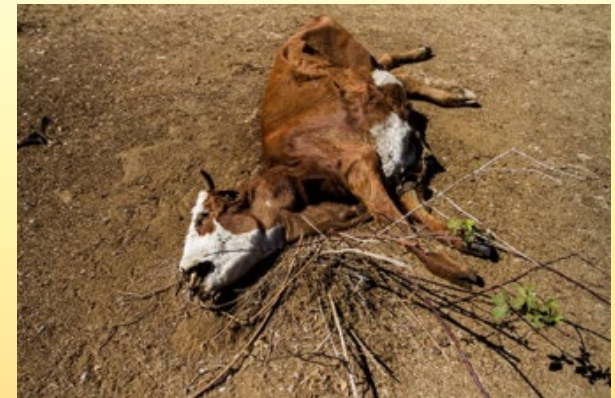
- Injustice sociale extrême
- Profonde crise écologique et la pire crise hydrique

L'héritage de la Constitution de Pinochet

- Principal outil de soutien du modèle néolibéral
- Imposée en dictature, n'exprime pas les intérêts et les besoins collectifs
- Ne reconnaît pas les droits collectifs
- Ne reconnaît pas la diversité de peuples
- Un État subsidiaire: les prestations de services en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale, ainsi que les services de base - eau et électricité, ont été privatisées



**Sécheresse ou
saccage ?**



L'eau - un droit humain

La pénurie d'eau, le manque ou négation d'approvisionnement approprié pour l'utilisation personnelle et domestique ou son insalubrité, sont des facteurs qui affectent directement la vie des personnes et des populations



Une violation à un droit humain essentiel

Privatisation de l'eau

Le Code des Eaux, adopté en 1981, en dictature, considère l'eau comme un bien économique;

Marché de l'eau – libre concurrence entre utilisations diverses et droits de propriété de l'eau;

Début du processus de privatisation de l'eau : entre 1994 y 2000 (E. Ruiz Tagle) – finalisation: 2012 (S. Piñera)

Concentration de la propriété dans les mains d'entreprises minières, électriques et agro-exportatrices

Développement minier à grande échelle

La malédiction de l'abondance

Cuivre, or, lithium...



Exploitation illimitée des richesses naturelles

- Expansion accélérée des projets miniers et énergétiques
- 144 projets miniers à travers le Chili (Portal minero Chile)



Zones de sacrifice

- Quintero-Puchuncaví • Tocopilla • Mejillones • Huasco • Coronel

Concentrent une grande quantité d'industries polluantes,
dont les 28 thermo - électriques à charbon du Chili



Conflits socio-écologiques territoriaux



Plus de 100 conflits reliés à l'eau
Environ 50 reliés aux mines





Principaux intérêts canadiens au Chili

- Environ 100 projets miniers (40 entreprises juniors et seniors) (OLCA, 2020) : cuivre, or, lithium
- L'*Ontario Teachers Pension Plan* est propriétaire de :
 - 4 entreprises sanitaires (eau): Aguas del Valle, Essbio, Esval et Nuevosur qui couvrent 4 régions (Coquimbo, Valparaíso, O'Higgins et Biobío) 37 % du total du Chili
 - et du groupe Saesa: distribution et transmission électrique dans 3 régions (Los Lagos, Los Ríos et Aysén) (cas Macarena Valdés)

18 octobre 2019 - Révolte sociale



Répression et violations aux droits humains



MISSIONS INTERNATIONALES D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS

- Mission de la société civile internationale
- Amnistie internationale
- *Human Righth Watch*
- Commission interaméricaine des droits humains (2 fois)
- Commission des droits humains des Nations unies
- Mission québécoise-canadienne

Mission québécoise-canadienne d'observation des droits humains au Chili

- Coalition de solidarité Québec-Chili
- Composition de la mission: leaders syndicaux, parlementaires et chercheurs
- Terrain du 18 au 27 janvier 2020
- Régions de Santiago, Antofagasta et Valparaíso

CHILI



Entrevues de groupe et entrevues individuelles

65 heures, 99 personnes, 51 organisations

- Organisations de la société civile
- Organisations syndicales
- Fédérations étudiantes
- Centres universitaires
- Associations professionnelles
- Parlementaires et représentants du gouvernement
- Institutions d'État et internationales spécialisées dans les droits de la personne
- Victimes et proches des victimes

Constats

- Continuité des violations de droits humains déjà identifiées par les missions d'observation précédentes
 - Des blessures par balles de plomb et grenades lacrymogènes;
 - Des violences et abus sexuels;
 - Des détentions non enregistrées, parfois effectuées par des policiers en civil;
 - Des passages à tabac des détenus dans les fourgons et les postes de police;
 - L'utilisation massive et indiscriminée de gaz lacrymogènes;
 - Des procédures judiciaires qui font preuve de négligence et semblent partiales;
 - Des agressions contre le personnel de santé bénévole et les observateurs et observatrices des droits humains;
 - L'absence de respect des protocoles d'intervention policière;
 - Les agressions contre des journalistes et du personnel professionnel des médias
- Situation critique et aggravée par un effet cumulatif ;
- Répression constante, massive et systématique;
- Pratiques répressives récurrentes et similaires d'un endroit à l'autre;
- Concentrée souvent dans des lieux et sur des secteurs sociaux spécifiques : quartiers populaires, communautés migrantes ou autochtones;
- Les progrès attendus en matière de droits humains relatifs aux pratiques des forces policières ne se sont pas encore matérialisés ;
- Réactivation des traumatismes - on revit des pratiques héritées de la dictature.

- La priorité du gouvernement chilien semble être de criminaliser la protestation sociale afin de démobiliser la population au lieu de faire face à la brèche sociale et aux grands problèmes d'injustices sociales et de graves inégalités

Que faudrait-il encore pour que le gouvernement chilien mette en œuvre les recommandations déjà émises?

Comment le gouvernement va-t-il répondre aux demandes sociales que la population a exprimées massivement et fermement et qui sont à l'origine de l'explosion sociale?

Perspectives

- Mobilisation sociale
- Articulation citoyenne territoriale
- **Processus constituant** : le processus de création d'une nouvelle constitution ouvre de nouveaux horizons pour le Chili
- **Pression internationale**
 - missions d'observation
 - ...



8vo ENCUENTRO PLURINACIONAL POR EL AGUA Y LOS TERRITORIOS

"SOMOS LOS RÍOS QUE RETOMAN SU CAUCE"



28-29 de FEBRERO PANGUIPULLI +INFO
8 a 1 de MARZO 2020 REG de RIOS RDTLOSRIOS@GMAIL.COM



22 MARZO Marcha por la desprivatización
del agua en todas las plazas del país

**Por los Derechos de la Naturaleza y una Nueva Constitución:
Asamblea Constituyente, Plurinacional y Feminista**

#AguaLibre #DerechosDelAgua
#AguaParaLosPueblos



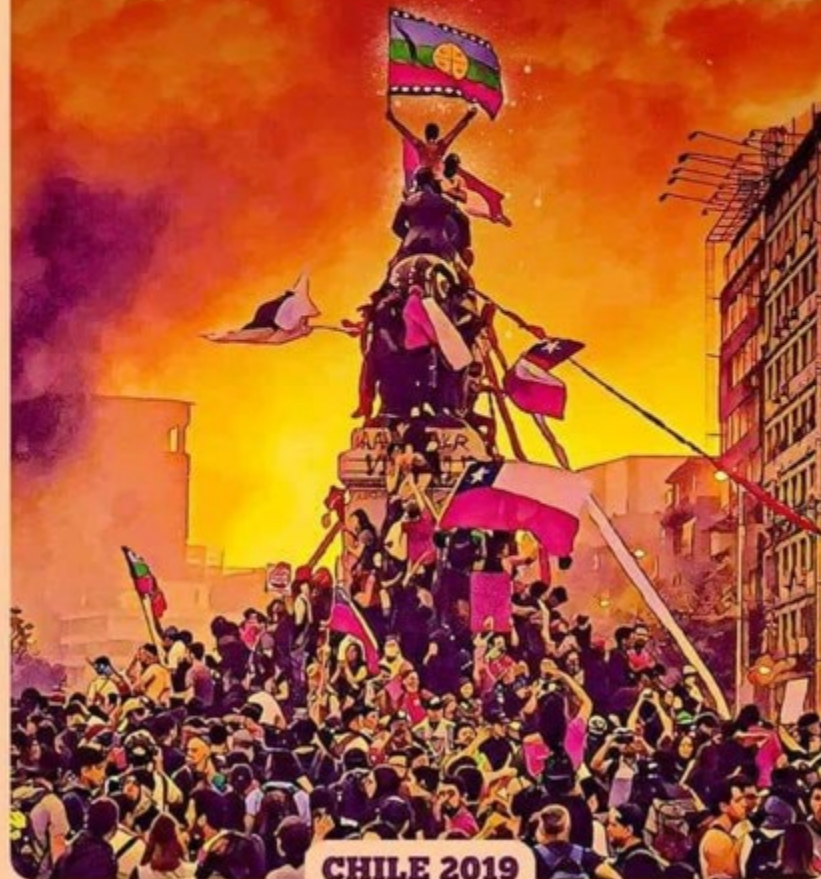
Convoca MAT Zona Centro

#NoAITPP
#AdesprivatizarElAgua

**LA HUELGA
GENERAL
FEMINISTA
¡VA!**

8 y 9 de MARZO
MES DE LAS Y LES QUE LUCHAN

ES HORA DE CAMBIARLO TODO



CHILE 2019